



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 17 JUILLET 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 10 juillet 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 17 juillet 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Nathalie ROMANET, Florence GAUTHIER, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Renaud DONZEL donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Olivier ROBIN donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,  
Umus PERRONE donne pouvoir à Nathalie TISSOT.

Absents non excusés :

Mmes et MM. Sylvie CHARDEYRON, Mhrican AVCI, Bertrand BONNAMOUR, Thomas GIRARD

Monsieur le maire explique au Conseil municipal que suite à l'acquisition d'une nouvelle balayeuse mécanique avec chauffeur, Monsieur Le Maire de Montréal-La-Cluse a proposé à la commune de Nantua la mise à disposition de celle-ci par le biais d'une convention pour l'entretien de la commune.

Auparavant, la commune de Nantua travaillait avec la société SOTRAPP basée à Viriat pour un tarif proposé 2023 de 1 061.5€/TTC journalier.

La commune de Montréal-la-Cluse propose un tarif de 600€/TTC journalier pour le même service (chauffeur compris).

En outre, la machine sera à proximité puisque Montréal-la-Cluse est la commune mitoyenne de Nantua et donc cela est positif en terme de développement durable.

La convention proposée par la ville de Montréal-La-cluse prévoit en accord avec Nantua de 9 à 15 passages par an en fonction des besoins des services.

Les services techniques de Nantua devront proposer un planning annuel à la ville de Montréal-La-Cluse.

Cette convention est valable un an du 1er Mai 2023 au 30 Avril 2024.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** la convention proposée par la commune de Montréar-la-Croix,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer celle-ci.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 27/07/2023

Reçu en préfecture le 27/07/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20230717-2023\_58-DE

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

## Convention de mise à disposition de la balayeuse communale avec chauffeur

Entre

**La mairie de Montréal la Cluse**, représentée par son Maire, agissant au vu de la délibération du Conseil municipal en date du 30 mai 2023

Et

**La mairie de.....** représentée par son Maire, agissant au vu de la délibération du Conseil municipal en date .....

*Considérant que la Mairie de Montréal la Cluse a fait l'acquisition d'une balayeuse (type, immatriculation) et qu'elle peut envisager, compte-tenu du fait que le chauffeur de la balayeuse a bénéficié d'un aménagement de poste suite à un accident professionnel et qu'il dispose de temps pour compléter son temps de travail,*

### **Article 1 - Objet**

La présente convention a pour objet d'organiser la mise à disposition la balayeuse et du chauffeur dont la commune de Montréal la Cluse au profit de la commune de .....

### **Article 2 - Conditions de mise à disposition du véhicule**

Un véhicule de marque ..... immatriculé ..... est mis à disposition de la mairie de .....

La balayeuse est mise à disposition avec le chauffeur, agent de la mairie de Montréal la Cluse, détenteur des permis nécessaires pour conduire le véhicule.

La mairie de ..... (commune bénéficiaire) souhaite que la mise à disposition du véhicule avec chauffeur soit prévue pour un nombre de passage entre 9 et 15 par an. Un passage équivaut à une journée de 7h

La mairie de ..... (commune bénéficiaire) organisera un planning prévisionnel des jours de passage au début de chaque année, au mois de juin. Le planning sera validé par la mairie de Montréal la Cluse. En fonction des contraintes et disponibilités, le planning pourra être changé sous réserve que chacune des parties en informe l'autre au moins 1 semaine à l'avance.

L'approvisionnement en eau de la balayeuse se fera sur le réseau de la mairie de .....(commune bénéficiaire)

De même, les déchets collectés par la balayeuse seront déposés aux services techniques de la mairie de (commune bénéficiaire), et traités par ses soins

### **Article 3 - Conditions financières**

La mise à disposition du véhicule cités ci-dessus est consentie selon les accords financiers suivants :  
600€ TTC/ journée de 7h,  
350€ TTC la demi-journée,  
comprenant l'utilisation de la balayeuse, le salaire du chauffeur, l'assurance et le carburant

### **Article 4 – responsabilités**

La mairie de Montréal la Cluse assure :

- les frais d'assurance du véhicule;
- la fourniture, l'entretien courant et les réparations du véhicule;
- le suivi technique (périodicité des vidanges et entretiens programmés) et réglementaire (contrôle technique) du véhicule.

La commune bénéficiaire s'assure que le chauffeur puisse utiliser la balayeuse dans les meilleures conditions

Elle prendra les arrêtés de voirie et stationnement nécessaires à la bonne exécution de la prestation.

Dans le cas de figure où la prestation commandée ne peut être réalisée sans que la responsabilité de la mairie de Montréal la Cluse ne soit engagée, une facturation de 350€ sera émise

La commune bénéficiaire informe sa population du passage de la balayeuse si elle le juge nécessaire

La commune bénéficiaire informe la mairie de Montréal la Cluse de toute difficulté ou problème lié au passage de la balayeuse

### **Article 5 - Durée de la convention**

La présente convention est signée pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 avril 2024.

### **Article 6 - Application de la convention**

Le Maire de la mairie de Montréal la Cluse et le Maire de la commune bénéficiaire .....  
sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'application de la présente convention.

Une copie de la présente convention sera transmise à Mr le Trésorier Payeur Départemental.

**Le Maire de Montréal la Cluse**

**Le Maire de .....**

**Patrick DUFOUR**